



OBSERVATOIRE DE LA TURQUIE ET DE SON ENVIRONNEMENT GÉOPOLITIQUE

ATTENTATS EN TURQUIE / RÉPRESSION DU HDP : LA RÉPONSE DU GOUVERNEMENT TURC EST-ELLE APPROPRIÉE ?

LE POINT DE VUE DE DIDIER BILLION

DIRECTEUR ADJOINT DE L'IRIS

15 décembre 2016

ATTENTATS EN TURQUIE / RÉPRESSION DU HDP : LA RÉPONSE DU GOUVERNEMENT TURC EST-ELLE APPROPRIÉE ?

LE POINT DE VUE DE

Didier BILLION / Directeur adjoint de l'IRIS

Suite aux attentats dans le quartier de Besiktas (44 morts) revendiqués par un groupe proche du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), l'armée turque a bombardé les positions des séparatistes dans le nord de l'Irak et près de 300 membres du Parti démocratique des peuples (HDP), pro-kurde, ont été arrêtés. Comment analysez-vous la réaction des autorités turques ?

Après les attentats, la réaction du gouvernement par son intervention dans le nord de l'Irak contre les positions du Parti des travailleurs du Kurdistan est compréhensible. Bien qu'au passage, l'armée turque commette une violation de la souveraineté de l'Irak en menant des opérations sur son territoire, la réaction militaire peut être légitime : la Turquie a été victime d'une attaque sur son territoire et ses cibles en Irak sont les bases du Parti des travailleurs du Kurdistan auquel nous savons que les Faucons de la liberté, qui ont revendiqué l'attentat du 10 décembre, sont liés.

A contrario, il faut condamner les arrestations massives commises contre le Parti démocratique des peuples. En dépit des liens qui existent entre le PKK et le HDP. Ce dernier est un parti légal et parlementaire, et cette nouvelle vague d'arrestation n'est pas admissible.

La répression envers le HDP n'est pas consécutive aux attentats du 10 décembre. Si les arrestations se sont amplifiées depuis lors, elles s'inscrivent dans un processus entamé il y a plusieurs mois. Rappelons que les deux principaux dirigeants du parti pro-kurde sont incarcérés, tout comme 10 députés du parti. La grande majorité des maires du HDP, principalement dans les villes de l'Est et du Sud-Est du pays ont également été relevés de leurs fonctions.

Nous assistons donc à une fuite en avant où tout est mélangé. La seule façon de sortir de cette terrible crise de la société turque est de renouer un dialogue politique tout en conservant une attitude inflexible à l'égard des coupables d'actes terroristes. Seule une solution politique pourra mettre fin au conflit avec le PKK. En ce sens la Turquie a besoin d'interlocuteurs, qui peut mieux les incarner que les membres du HDP ?

La reprise du conflit depuis l'été 2015 a-t-elle permis à l'armée turque de reprendre du terrain sur le PKK ? Quelle est la légitimité des séparatistes auprès de la population kurde ?

En réalité, nous n'avons pas affaire à un conflit classique. La guerre que mène l'armée contre le PKK sur le sol turc s'apparente à une guérilla, car les militants du PKK ne tiennent pas des parties de territoire en Turquie. L'essentiel de leurs bases militaires se situent en Irak ou en Syrie. Durant l'automne 2015, les combattants du PKK ont bien tenté d'investir des centres urbains à l'est et au sud-est de la Turquie afin de combattre frontalement l'armée sur son propre territoire. Mais, au terme de plusieurs semaines d'affrontements extrêmement violents, l'armée et la gendarmerie ont repris tous les quartiers contrôlés un moment par les militants kurdes.

Si le PKK est considéré comme une organisation terroriste par la Turquie, l'Union européenne, les Etats-Unis et le Canada, de nombreux citoyens turcs d'origine kurde estiment que l'organisation défend leurs intérêts. Lors des manifestations pro-kurdes dans l'est de la Turquie, des drapeaux à l'effigie d'Abdullah Öcalan (le leader du PKK emprisonné depuis 1999) sont systématiquement brandis. Le PKK bénéficie donc visiblement d'un soutien populaire incontestable. Le gouvernement turc ne doit pas entretenir l'illusion qu'une solution militaire est possible, il doit avoir le courage et la lucidité de relancer un processus de négociation.

Entre fin 2012 et juillet 2015, il y a eu un tel processus avec le PKK, preuve que, lorsqu'une volonté politique existe, il est possible de négocier avec l'organisation en dépit du fait qu'elle soit qualifiée de terroriste.

Où en est la purge entreprise dans l'appareil d'Etat turc par Recep Tayyip Erdogan depuis le coup d'Etat attribué au mouvement güleniste ? A-t-elle permis à l'AKP d'avoir la main mise sur le pouvoir ?

La purge se poursuit. Les limogeages et les arrestations de fonctionnaires, d'hommes d'affaires, de journalistes ou d'enseignants sont quasi quotidiens. Aujourd'hui, plus de 110 000 personnes ont été limogées tandis que 37 000 ont été arrêtées. La purge est donc massive. Ce qui est fort inquiétant, c'est qu'elle touche des cercles professionnels toujours plus importants et nul ne sait quand la fuite en avant du gouvernement va cesser. Cela pose problème car la mise à l'écart de fonctionnaires aussi nombreux affaiblit mécaniquement l'appareil d'Etat.

Au sein de l'institution militaire, plus de la moitié des généraux sont actuellement emprisonnés car soupçonnés d'avoir participé à la préparation du coup d'Etat. Faute de preuves formelles, cela paraît

contestable. Si la moitié des généraux avaient participé à la tentative de coup d'Etat, celle-ci aurait probablement abouti. Il semble que le gouvernement ratisse large et s'affaiblit au moment où il a besoin d'une armée efficace compte tenu de son environnement régional et de son intervention militaire en Syrie.

En outre, plus de 25 % des magistrats ont été arrêtés. Par conséquent le fonctionnement de la justice est ralenti alors que, suite au coup d'Etat, les procès sont amenés à se multiplier et que la Turquie a besoin d'un appareil d'Etat efficace.

Erdogan apparaît comme l'homme fort de la situation mais à force d'intensifier la purge, il s'affaiblit et risque de devenir un colosse aux pieds d'argile. On peut aujourd'hui considérer qu'il existe un reformatage de l'appareil d'Etat, une mise en place d'un Etat-AKP et une négation de l'Etat de droit. Du point de vue du respect des principes démocratiques, c'est infiniment préoccupant.

Quel est le devenir du HDP ?

Si la répression orchestrée contre le parti pro-kurde se poursuit, si les procès contre ses membres se multiplient – l'immunité des députés HDP a été levée par le Parlement au printemps dernier –, il est à craindre que la troisième formation politique du Parlement, également deuxième parti d'opposition, finisse par être dissoute.

Ce serait un obstacle supplémentaire à un hypothétique, mais nécessaire, processus de négociation, puisque le HDP constitue l'un des seuls intermédiaires crédibles entre le PKK et le gouvernement. Ce serait également un mauvais coup, un de plus, porté à la démocratie en Turquie. ■

ATTENTATS EN TURQUIE / RÉPRESSION DU HDP : LA RÉPONSE DU GOUVERNEMENT TURC EST-ELLE APPROPRIÉE ?

LE POINT DE VUE DE

Didier BILLION / Directeur adjoint de l'IRIS

OBSERVATOIRE DE LA TURQUIE ET DE SON ENVIRONNEMENT GÉOPOLITIQUE / 15 décembre 2016

© IRIS

TOUS DROITS RÉSERVÉS

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercœur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

F. + 33 (0) 1 53 27 60 70

contact@iris-france.org

@InstitutIRIS

www.iris-france.org